

Étape décisive pour la métropole

La conférence métropolitaine qui se tient aujourd'hui à Marseille mettra face à face la ministre et les élus locaux

Un cortège de mots est attendu ce matin au parc Chanut, à Marseille. De cris, de protestations, sans doute, de tentatives d'apaisement ou de consensus aussi. Un défilé d'expressions, surtout, pour tenter de qualifier cette structure, "la métropole", dont la seule évocation provoque l'ire d'un département. Ou presque. Prévue de longue date, depuis que le gouvernement a décidé de se

pencher sur le berceau brinquebalant de Marseille, la conférence métropolitaine donnera l'occasion à Marylise Lebranchu de faire le point sur ce nid de crispations politiques. La ministre chargée de la Décentralisation, dont l'acte III est en cours de rédaction, aimerait convaincre les réticents du bien fondé de son projet.

S'appuyant sur les exemples des grandes agglomérations

européennes, il consisterait à créer une entité institutionnelle couvrant un bassin de population de deux millions d'habitants, allant d'Aubagne à Martigues et de Marseille à Aix et Salon. Chargée de gérer les transports, le développement économique ou la politique du logement, elle aurait pour objectif de réduire les coûts et de peser face aux puissances voisines, Gênes, Lyon ou Barcelone

notamment. Problème: si chacun s'accorde sur le diagnostic, les désaccords sont profonds sur le remède. À Marseille, la droite et une partie de la gauche, à l'image d'Eugène Caselli, président PS de la communauté urbaine MPM, jugent la métropole indispensable. Ils peuvent s'appuyer sur la grande majorité des décideurs économiques. Tout autour, dans les six intercommunalités ame-

nées à fusionner au sein de cette entité, la levée de boucliers est virulente. Craignant d'être aspirés par la "pieuvre marseillaise", de voir leur fiscalité repensée et leurs compétences rétrécies, les élus locaux s'interrogent sur leur devenir. Estimant que c'est à l'État de régler la question marseillaise, ils se disent toutefois prêts à apporter leur contribution. À travers plusieurs types de projets

alternatifs. Ce matin, beaucoup choisiront de pratiquer la politique de la chaise vide face à un État jugé trop pressé, trop bureaucratique, trop éloigné des cultures locales. En face, Marylise Lebranchu cherchera à rassurer. Redira aux maires qu'on ne leur prendra rien et qu'ils auront un droit de regard. Cela suffira-t-il à apaiser les tensions? Une loi est attendue au printemps. **F.T.**

POUR EUGÈNE CASELLI, PRÉSIDENT PS DE MPM

"Une fois pour toutes, ce n'est pas Marseille contre les autres"



Tout le monde s'accorde sur l'existence d'un bassin de vie couvrant une partie importante des Bouches-du-Rhône. Quels constats faites-vous sur le fonctionnement des transports, des politiques de logement et d'éducation, de développement économique?

Eugène Caselli: "Un espace métropolitain est un espace mesurable sur lequel des gens travaillent, se déplacent, se soignent, se cultivent... Aujourd'hui, il ne fonctionne pas comme il devrait. Il y a une incapacité à bâtir un syndicat de transports fiable parce qu'il y a sept autorités organisatrices. Ce qui génère des freins aux déplacements, donc à l'emploi. Il n'y a pas de cohérence dans la répartition de l'habitat. Est-il normal que le troisième port pétrolier du monde soit desservi par une départementale? Que le troisième aéroport français ne soit pas desservi en site propre? Ce territoire est pourtant capable de jouer collectif sur des projets fédérateurs."

Maryse Joissains: "Nous vivons effectivement dans une aire métropolitaine, qui est composée de neuf bassins, neuf intercommunalités qui méritent de perdurer. Il y a des problèmes de transport, mais qui relèvent de l'État. On nous fait porter aujourd'hui le poids de cette charge, alors que sur le pays d'Aix, il n'y a de problème de transport que si l'on se rend sur les autres territoires..."

Pour ce qui est du logement, je vais sortir mon PLU (Plan local d'urbanisme, ndr.) bientôt, tout en considérant que les Aixois ne veulent pas 8 000 habitants de plus dans les années qui viennent. Mais je vais dégager 160 hectares de terrain dédié à de futurs écoquartiers, conçus avec des règles écologiques.

La métropole est-elle la solution aux difficultés actuelles?

E.C.: Elle est l'outil nécessaire pour permettre de surmonter la crise et mieux vivre ensemble. Elle doit permettre de régler les difficultés de Marseille et de l'ensemble du territoire. Par rapport au Grand Lyon, il nous manque 100 000 emplois.

M.J.: Non, et bien au contraire, elle va en créer d'autres. Notamment au niveau du transport. Je pense qu'il faut da-

CONTRE MARYSE JOISSAINS, MAIRE UMP D'AIX

"La responsabilité n'a pas été assumée au plus haut niveau"



vantage se pencher sur un scénario de coopération métropolitaine.

Faut-il d'abord établir un cadre institutionnel ou élaborer des projets type maillage des réseaux de transports ou de déchets?

E.C.: Lorsque la proposition a été faite en juillet de transférer les compétences transports des intercommunalités vers un syndicat mixte, certains comme à Aix ont refusé. Aussi, rien ne vaut un cadre institutionnel avec des contours et des compétences précis. C'est pourquoi je préfère la métropole à un pole métropolitain qui est le meilleur moyen de ne rien faire.

M.J.: Mais il faut mailler toute la France! En réalité, on ne règlera rien avec une métropole. Le problème, c'est que la ville de Marseille est malade, elle a été abandonnée depuis 30 ans par tous les gouvernements successifs! Pour en revenir aux transports, il faudrait peut-être réfléchir à une structure intégrée au sein d'un niveau administratif existant, comme le Département ou la Région, tout en bénéficiant de transferts financiers de l'État.

La métropole doit-elle être résumée à une aspiration des territoires par Marseille?

E.C.: Cette métropole ne sera pas "marseillaise", comme les opposants la caricaturent souvent, mais une métropole euro-méditerranéenne autour de la deuxième ville de France. Dans la société mondialisée d'aujourd'hui, le fait urbain est devenu incontournable. C'est autour des grandes villes que se créent les richesses. Qu'on se le dise une fois pour toutes, ce n'est pas Marseille contre les autres, la pauvreté contre la richesse. Dans la compétition des territoires, Barcelone, Gênes, Valence ou Trieste ne nous ont pas attendus. Nous avons le choix entre le déclin annoncé ou la croissance si nous jouons collectif.

M.J.: Complètement. Tout ça parce que la responsabilité n'a pas été assumée au plus haut niveau; pour la compétence des transports, elle aurait dû être donnée aux intercommunalités. Nous aurions pu nous en sortir.

Vous êtes président(e) d'une communauté de communes dont la métropole sonnera le glas. Faut-il le craindre?

E.C.: Ce qu'il faut craindre, c'est le millefeuille institutionnel inopérant qui freine les décisions et l'emploi. La métropole, c'est la simplification et MPM a vocation à se fondre dans un ensemble plus grand et plus dynamique. Avec les autres intercommunalités.

M.J.: Bien sûr. Dans un premier temps, on va ménager les maires, parce qu'ils votent pour le Sénat. Après, on va s'en prendre à eux, alors que ce sont eux qui sont responsables de la vie de leurs communes, qui sont au niveau le plus proche des administrés...

Le gouvernement va-t-il trop vite? Aura-t-il raison à la fin?

E.C.: La France a besoin de grandes métropoles qui soient au niveau européen. Au moment où Barcelone regarde vers Sète et Nice vers Gênes, nous devons jouer un rôle majeur. Le gouvernement va probablement mettre en place quatre métropoles de niveau européen, Paris, Lyon, Marseille et Lille. Resteront-nous le dernier village gaulois? La deuxième ville de France doit obligatoirement faire partie de ces métropoles. Je tends la main à tous pour écrire une feuille de route ensemble. On ne peut aller contre le sens de l'histoire."

M.J.: Oui, le gouvernement va trop vite, même si je pense que François Hollande va se rendre compte que ce qui est mis en place est très impopulaire, et qu'il fera machine arrière. Toute ce que va amener une grande métropole, c'est l'éloignement des concitoyens des pouvoirs de décision, et au final, ce sont les gens modestes, qui n'ont pas de recours, qui vont en pâtir. Parmi les signataires des pro-métropole, j'y vois des nantis, des riches... Si le pouvoir socialiste pensait un peu aux gens modestes...

Mais quand le PS est au pouvoir, ce sont encore les petites gens qui triment. Je rejoins, en ce sens, le message porté par le président de l'intercommunalité d'Aubagne."

Propos recueillis par Julien DANIELIDES et François TONNEAU

Les opposants vont s'exprimer

Pays d'Aubagne: L'Agglo a affrété 17 bus pour permettre à ses agents de se rendre à la manifestation. Le nombre d'inscrits, ajouté à ceux qui se rendront à Marseille par leurs propres moyens, porterait le nombre de participants à un peu plus de 1000. En effet, l'ensemble des services de l'Agglo (siège, collecte des déchets, office de tourisme) seront fermés toute la journée. Les services de la mairie annexe (état civil, passeport...) d'Aubagne seront eux aussi fermés de 8h30 à 14h. "Il ne s'agit pas d'une grève mais d'une décision de fermer pour permettre aux agents de participer à la manifestation." Cette journée leur est payée.

Pays d'Aix: Les élus ne participent pas à la conférence métropolitaine mais se retrouvent écharpe tricolore en bandoulière ce vendredi matin à 8h30 au parc Chanut pour réaffirmer leur "opposition au projet de métropole tel qu'envisagé par le gouvernement", au cours d'un rassemblement "calme, solennel, mais déterminé". Plusieurs bus sont mis à disposition au départ de Pertuis pour les élus du Val de Durance (6h30); du parking des Hauts de Brunet pour les élus aixois et aire du bassin de vie centre (départ 6h45); du pôle d'activités des Milles pour les chefs d'entreprises (départ 7h15). Enfin, trois minibus sont prévus au départ de Venelles, Euguilles et Meyreuil. Les services municipaux aixois fonctionnent normalement aujourd'hui vendredi.

Gardanne: un départ collectif en bus est organisé devant l'hôtel de Ville à 8h (retour prévu vers 11h). L'hôtel de Ville et la mairie annexe de Biver seront fermés au public toute la journée.

Marseille: derrière la bannière socialiste de Christophe Masse, 25 des 35 élus du groupe d'opposition au conseil municipal préfèrent parler d'une "communauté métropolitaine" ou militent pour un syndicat mixte plus que pour la métropole. "Faire en quelques semaines la métropole (...) est très brutal et difficile à obtenir", estiment-ils, jetant une pierre dans le jardin de Patrick Mennucci, président de leur groupe favorable à la métropole.



DIAMANT BLANC

Joillier - Diamantaire

Promotions exceptionnelles

*uniquement sur la bijouterie et la joaillerie

-20%* -30%* jusqu'à -40%*

50, rue Saint Ferréol - 13001 Marseille - Tél. : 04 91 33 32 14

50^{ème} Anniversaire